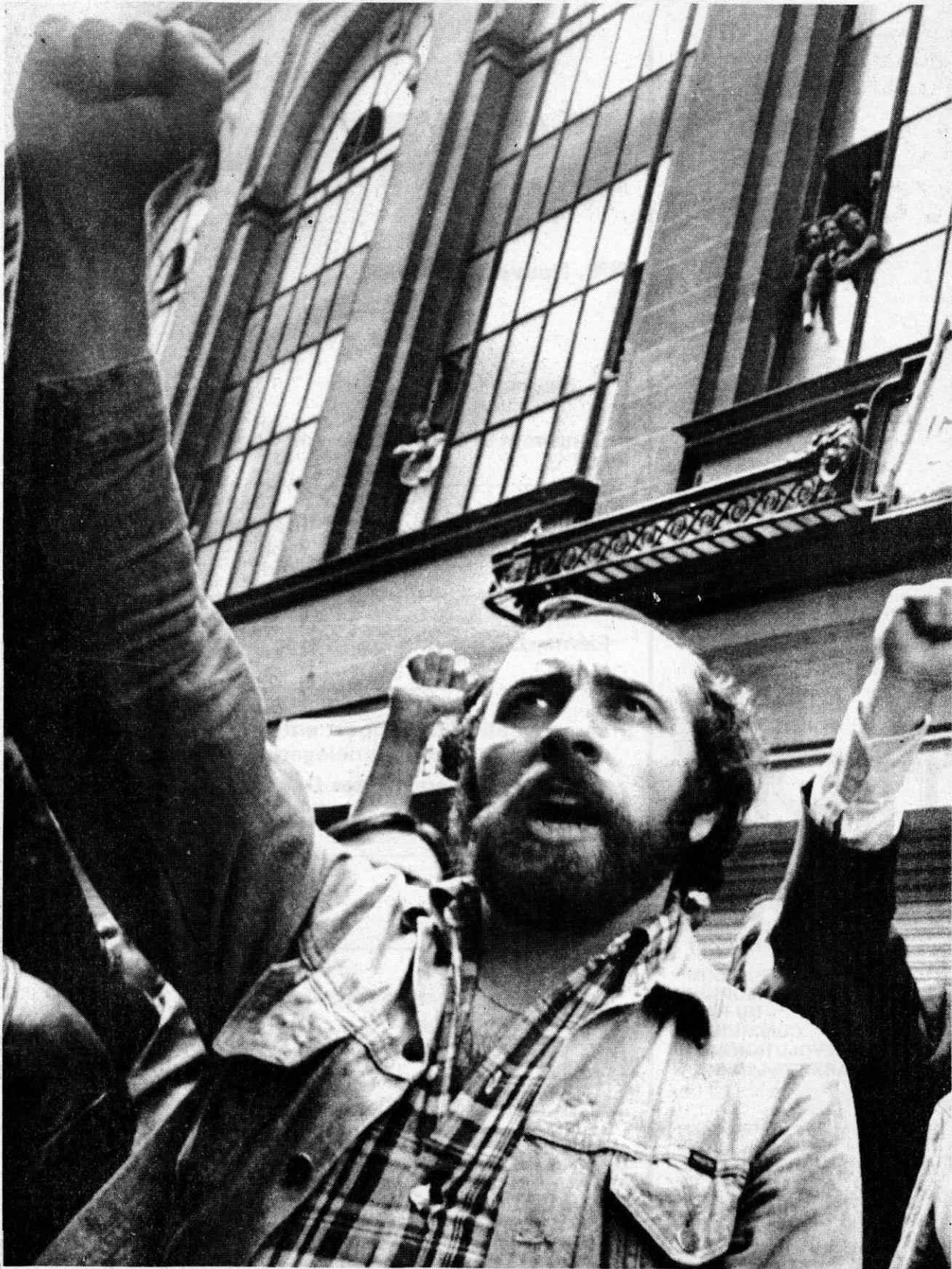


*Les luttes de la classe ouvrière : oubliées par la bourgeoisie dans ses visions de l'an 2000 !*



# COMMENT LA BOURGEOISIE VOIT L'AN 2000

L'an 2 000 est d'actualité. Il y a été mis par les livres, par les rapports officiels, français ou internationaux, parus en grand nombre ces derniers temps, par Giscard notamment lors de son interview à *Paris Match*(1) en septembre dernier. On en parle à la télé, à la radio, dans les journaux...

Comment expliquer une telle vogue ? Le premier intérêt de l'an 2 000, c'est son éloignement par rapport à l'actualité. Parler des grands problèmes de l'aube du III<sup>e</sup> millénaire, voilà qui est plus aisé que de parler du chômage, de l'inflation, des problèmes politiques et économiques de l'heure. Et puis *«aucune société ne peut vivre sans un idéal qui l'inspire»* (2), et le III<sup>e</sup> millénaire est tout indiqué pour jouer ce rôle d'horizon. La prospective a donc un rôle idéologique, qui est de gagner la soumission présente des masses en échange de quelque récompense future promise. Mais la bourgeoisie s'interroge aussi pour elle-même, sur son propre avenir comme classe dirigeante. Elle veut connaître les «défis» du futur, politiques, économiques, internationaux, pour s'y préparer dès maintenant. Elle veut savoir si la crise actuelle va durer, et surtout sur quoi, sur quel état du monde elle débouchera.

**A**VANT la crise, l'avenir était simple : la croissance rapide de l'après-guerre allait se poursuivre encore longtemps, nous conduisant directement à l'ère de l'abondance. Dans ce monde, la France serait le premier pays d'Europe, continuant à exploiter sans problèmes le Tiers-Monde, la paix sociale règnerait, rejeton de la consommation de masse et du niveau de culture très élevé. Dans les nations développées, tout le monde était appelé à être bourgeois (3). Ainsi l'avenir ne causait pas d'inquiétude, c'était une simple continuation du présent, l'extrapolation des tendances existantes (vues positivement). La bourgeoisie était sûre d'elle, de la viabilité de son système.

Mais avec l'éclatement de la crise en 1973-1974, l'avenir a lui aussi changé. Une chose devient certaine : le monde de l'an 2 000 sera différent du monde d'aujourd'hui ; la bourgeoisie est bien consciente que *«ça ne peut plus durer»*, que les mécanismes de nos sociétés sont rouillés, que la situation mondiale a perdu sa stabilité relative d'il y a quelques années (assurée par la domination quasi totale des USA). Dans une certaine mesure, la bourgeoisie ressent la faillite de son système, son incapacité à résoudre les problèmes aujourd'hui posés. Alors, elle imagine pour l'avenir une société nouvelle, *«société scientifique»*, *«d'information»*, *«télématique»* ou autre selon les auteurs, qui va succéder à la déclinante *«société industrielle»*.

Dans ce cadre, la crise est vue comme une transition entre un monde décrépit, qui a usé toutes ses possibilités, et un monde en train de naître. Les structures anciennes ne peuvent plus répondre

aux besoins, les nouvelles ne le peuvent pas encore. Et par dessus tout, il y a cette *«résistance au changement»* qui, selon Stoffaès par exemple (4), freine l'avènement du monde nouveau. Cette *«résistance»*, c'est la lutte des travailleurs pour garder leur emploi alors que l'avenir commande les restructurations, c'est la lutte pour les salaires alors qu'il faut investir... en bref, c'est la lutte contre l'austérité.

Cette société future concentre les espoirs de la bourgeoisie : fin des classes sociales, unification de l'Europe, «mondialisme»,... Sur certains points, elle reprend des idées avancées avant la crise : extension énorme des loisirs et baisse du temps de travail par exemple. Mais on y trouve aussi les craintes : d'abord les problèmes générés par cette société elle-même («nouveaux conflits sociaux», nouveaux blocs, ...) et aussi l'exacerbation de certaines tendances actuelles («déclin de l'Occident», montée du Tiers-Monde, ...).

Il y a donc là deux visions opposées, l'une pessimiste et l'autre optimiste. Tirailée entre ces deux voies, la bourgeoisie hésite, se demande laquelle se réalisera. *«L'avenir n'est écrit nulle part»* titre Ponia-towski (5). C'est bien ce flou, cette interrogation qu'on retrouve dans la littérature actuelle, jusque dans les rapports officiels tel «l'informatisation de la société» (6), qui tout en développant les conséquences positives de la télématique, ne peut cacher les problèmes sociaux qu'elle engendrera et ne sait y répondre. *«Jamais nous n'avons disposé d'autant de moyens d'enquête, de sondage, de prévision, jamais nous n'avons été aussi indécis sur ce qui va se passer»* (5). Ce paradoxe, certains l'expliquent : la société future sera une société de choix, de liberté, qui disposera elle-même de sa destinée, alors que les sociétés précédentes étaient guidées par un certain déterminisme. Giscard le constate simplement : *«Nous allons vers un monde non maîtrisé alors que dans le passé il était maîtrisé par son organisation politique et économique, et par sa civilisation»*.

Derrière cette indécision se cache la peur. Un mot revient souvent : la décadence, agitée comme danger qu'ils nous faudra conjurer car déjà en marche. La vraie question que se

pose la bourgeoisie, c'est de savoir si le système va se sauver de sa crise, et si oui dans quel état...

## DEMAIN, UN MONDE AGITE

Le statu quo mondial de l'après-guerre est terminé : domination US ébranlée ; éveil du Tiers-Monde ; apparition de nouvelles puissances rivales de l'Europe ; risque d'une troisième guerre mondiale... Partant de ces constatations, la bourgeoisie voit le monde de demain sous le signe du «*déclin de l'occident*» et particulièrement de l'Europe. Vision pessimiste, contrebalancée par le «*mondialisme*» qui va se développer, amitié et coopération entre les peuples.

Le «*déclin de l'occident*» est d'abord d'ordre démographique : «*Les pays de race blanche sont en danger de disparition*» (5). Ceci à cause de la baisse de la natalité des pays développés, tandis que le Tiers-Monde reste largement plus fécond. Demain nos pays risquent d'être peuplés de vieillards, appauvris faute de main d'œuvre jeune, donc affaiblis politiquement. Poniatowski en arrive à parler de «*mortalité à vue*» pour les nations occidentales.

### Le Tiers-Monde

«*C'est grâce (aux pays du Tiers-Monde) que le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle sera peut-être une époque encore plus étonnante que celle qui vient de s'achever*» (Mac Namara, président de la banque mondiale). Dans la bouche de la bourgeoisie, à ce sujet, «*étonnante*» veut dire «*tourmentée*» : constatant la montée des pays du Tiers-Monde, reconnaissant son irréversibilité, elle en a peur.

Le premier danger est que ces pays vont, pour certains, se doter d'une industrie plus forte, qui va concurrencer les impérialistes jusque sur leurs propres marchés nationaux. «*La concurrence du Tiers-Monde (...) va souvent prendre l'aspect d'un véritable raz-de-marée qui risque de désorganiser profondément le tissu industriel*» (4). Mais cette peur se double d'un espoir : la «*nouvelle division internationale du travail*», qui réserverait aux impéria-

listes le «*haut de gamme*» (production de matériel et des produits sophistiqués, à haute technologie) et laisserait au Tiers-Monde les productions les moins rentables, demandant moins de qualification et de technologie avancée. Ce nouveau partage, que l'occident tente déjà d'appliquer, serait bien sûr tout à son avantage : taux de profit plus élevé, marchés nouveaux (équipement du Tiers-Monde)...

Mais la bourgeoisie voit le danger principal au niveau des matières premières. Sans doute, la rareté naturelle du pétrole n'est pas pour tout de suite : elle risque de se produire vers 1990-1995 (5), ce qui nous laisse le temps de développer le nucléaire pour compenser, au moins en partie, ce manque de pétrole. Par contre, le prix de toutes les matières premières sera plus élevé, et le risque d'une «*pénurie politique*» est réel. La tendance à l'élévation des prix, réclamée par le Tiers-Monde, est une tendance longue, qu'on ne peut espérer infléchir un jour prochain, au contraire...

«*A tout instant la guerre et/ou le terrorisme peuvent interrompre les principales sources d'approvisionnement de pétrole, ou bien certains gouvernements de pays pétroliers peuvent passer sous le contrôle de grandes puissances qui nous sont hostiles*» (5). La bourgeoisie a donc peur : peur de la volonté des pays du Tiers-Monde de sauvegarder leurs ressources naturelles, peur que l'arme du pétrole soit utilisée contre l'Europe par ses détenteurs ou par l'URSS.

Elle a d'autant plus peur que si cela arrive, les USA n'en souffriront pas (ils ont un sous-sol riche), le Japon non plus (par son alliance avec la Chine - cf infra) : mais l'Europe, elle, se trouvera au cœur de la tourmente. Le Tiers-Monde risque donc à l'avenir non seulement d'affaiblir l'Occident globalement, mais en plus d'affaiblir l'Europe au sein de l'Occident...

Hier, quand la bourgeoisie parlait du développement du Tiers-Monde, c'était en terme d'aide : «*Sans nous, ils resteront dans la misère*». C'est le «*rôle humain*» de l'Occident dont parlait de Gaulle. On l'a vu, les choses ont bien changé : c'est avec une réelle angoisse que la bourgeoisie ouvre les yeux sur un Tiers-Monde qui s'érige peu à peu

en force politique autonome et exige d'être reconnu comme partenaire d'égal à égal avec les impérialistes. Après avoir secoué le joug colonial, le Tiers-monde ne va pas en rester là : le développement économique et l'indépendance politique sont des objectifs qu'il met en avant aujourd'hui, et dont l'importance n'échappe pas à la bourgeoisie.

Mais la phrase citée ci-dessus de Poniatowsky contient aussi autre chose : la peur de la guerre. Car la situation de misère faite au Tiers-Monde risque fort de s'aggraver dit-il, ce qui, par exemple en cas d'une famine à l'échelle mondiale, pourrait sécréter une révolte du Tiers-Monde, mettant en cause l'existence même de notre civilisation...

### La guerre mondiale

Il y a encore quelques années l'éventualité d'une troisième guerre mondiale était totalement écartée par la bourgeoisie : car injustifiable idéologiquement et politiquement (l'attaquant serait honni de tous), et porteuse de risques énormes pour l'attaquant lui-même (7). Désormais l'affrontement se situe sur le terrain économique et non plus militaire : voilà ce que disait la bourgeoisie.

Et ce que dit encore, pour une part, Giscard : «*L'idée de la «prochaine guerre» s'est éloignée, et c'est un changement positif*» (1). Mais il voit tout de même quelque danger dans le problème sino-soviétique et dans la prolifération nucléaire.

Entre temps Poniatowsky a évolué : «*Un mode fini et limité où il n'existe plus d'espaces vierges à conquérir est en effet un monde fragile où la moindre étincelle peut déclencher une explosion fatale (...) l'affrontement entre les deux plus grandes puissances indo-européennes*» (USA et URSS) (5). Affrontement d'autant plus probable que se développe «*l'esprit de bunker*», c'est-à-dire le repli chauvin des nations, une sorte de paranoïa collective. La volonté de l'URSS de dominer le monde, et notamment l'Europe, est la cause de cet affrontement, qui ne prendra sans doute pas la forme d'une guerre atomique, car l'URSS en a peur. Le risque majeur pour l'Europe est donc la finlandisation : «*sujétion matérielle et morale sans occupation militaire*». L'arme en serait le chantage



Faire de l'Afrique une arrière-cour de l'Europe : un projet dangereux et irréaliste

énergétique par mainmise de l'URSS sur le Moyen-Orient.

L'hypothèse d'une guerre entre les pays développés et le Tiers-Monde n'est pas écartée, nous l'avons vu. De même qu'une guerre entre pays occidentaux est légèrement évoquée, en cas de pénurie de pétrole (pour s'approprier les rares gouttes tombant du robinet). Le «terrorisme international» est lui aussi associé à la guerre, comme une de ses formes (4). La bourgeoisie est donc sur ce point indécise : y aura-t-il guerre ou non ? Giscard dit plutôt non, tout en reconnaissant quelques dangers (Chine/URSS notamment), d'autres disent plutôt oui sans savoir quelle forme elle prendra, quelle sera son origine. Sans doute «sentent-ils» une certaine atmosphère de tensions qui vont en s'aggravant, tensions multiples qu'ils n'arrivent pas à évaluer. L'existence de deux superpuissances, et notamment l'URSS, comme fauteurs de guerre est remarquée, mais pas approfondie, et mise au même rang que le pétrole ou la tension sino-soviétique. La soi-disant peur qu'aurait l'URSS d'une guerre atomique est nettement surestimée. Eclectisme et aveuglement : voilà en deux mots l'analyse de la bourgeoisie (sur ce point), récemment mise en lumière par la campagne de Giscard à propos de l'Afghanistan. Et cette indécision est d'autant plus

forte que, selon eux, se développerait une contre tendance à la guerre : la «mondialisation».

### La mondialisation et les nouveaux blocs

La thèse de la mondialisation part d'une constatation : les problèmes importants d'aujourd'hui dépassent, et dépasseront encore plus demain, le cadre de l'«Etat-nation», celui-ci se trouvant incapable de les résoudre. D'où le renforcement prévisible de la concertation et de la coopération mondiales, et l'émergence à venir de blocs régionaux.

«A l'horizon, les signes éclairent un univers multipolaire dans lequel l'influence des plus grands est atténuée et où la nécessité de survivre en commun sur une terre limitée contraint à la concertation et à l'acceptation d'une solidarité avec les autres» (5). L'interdépendance économique existe déjà (développement du commerce international, circulation des capitaux et de la technologie) et va encore s'accroître. Mais le risque, selon la bourgeoisie, est que cela serve les pays les plus forts, qui en profiteraient pour mieux asseoir leur domination sur les autres (et parmi ceux-ci la France). D'où la proposition giscardienne d'un «libéralisme organisé» : «La planification mondiale, la con-

certation entre les nations sont susceptibles, mieux que la simple concurrence, d'apporter des améliorations pour tous les partenaires à la fois» (4). Cette coopération devra s'étendre aussi au Tiers-Monde, afin de domestiquer son industrialisation et de réguler le cours des matières premières.

Mais loin d'être une preuve d'optimisme, cette thèse traduit plutôt la peur : «L'alternative en tous cas est facile à lire : mort et destruction, nuit et brouillard, ou entente...» (5). Et le terme positif de l'alternative n'est pas forcément le plus probable : «De tels abandons de souveraineté ne pourront sans doute se produire que s'ils sont accompagnés de l'émergence d'une autorité politique mondiale dont les perspectives sont, inutile de le préciser, encore lointaines» (4). Donc la bourgeoisie souligne la nécessité d'intensifier l'entente entre pays, sous peine de mort, mais elle doute de la possibilité de le faire...

Le second aspect de la mondialisation est la formation de blocs régionaux de puissance comparable : URSS, USA (et leurs alliés), bloc asiatique et Eurafrique. «A l'horizon 2 000 (...) les grands pays devront compter avec les petits pays solidaires groupés en syndicats d'intérêt» (7). Ainsi la suprématie de deux superpuissances serait remise en cause par les nouveaux blocs.

Dans *La grande menace industrielle*, Stoffaës met en avant la théorie du cycle de Kondratieff : cycle long de cinquante ans où alternent deux périodes de vingt-cinq ans, périodes d'expansion puis de récession. Chaque nouveau cycle se caractériserait par le développement de nouvelles filières technologiques et l'émergence de nouvelles puissances mondiales. Dans ce cadre, dit Stoffaës, l'avenir appartient à la «zone pacifique» : Californie, Chine, Japon et Asie du Sud-Est. Ce thème du bloc asiatique, on le retrouve chez Poniatowsky, qui prévoit la formation d'un «grand espace économique, industrialisé et structuré, qui pourrait bien transformer à son profit la vie du monde entier», «ce qu'il se passera alors économiquement et politiquement sera énorme, rapide, de dimension et de nature imprévisibles» (5). Ce qui se profilerait à l'horizon, ce serait donc la fin de la domination «indo-européenne» (Europe, USA et URSS notamment) sur le monde, qui dure depuis des millénaires, au profit d'une nouvelle domination asiatique...

## L'Europe

Poniatowsky, dans sa littérature, parle peu de la France : quand il étudie l'avenir, c'est toujours l'Europe qu'il voit. Tandis que Giscard, dans son interview à *Paris Match* et dans *Démocratie française* effleure à peine le sujet, parle avant tout de redressement nécessaire de la France. Contradictions ? Non, car Poniatowsky ne parle pas de la construction de l'Europe, du processus qu'elle devra suivre, des obstacles énormes qui se dressent. Tandis que Giscard, après avoir expliqué longuement que la France est d'abord seule, conclut par cette phrase : «C'est au futur modèle européen de société que s'apparente le projet que nous proposons» (2). La construction de l'Europe est donc bien une nécessité à terme, mais comment dépasser les obstacles qui s'y opposent ? Là, pas de réponse. C'est une nécessité car la France seule risque d'être incapable de répondre aux grands défis que sont le bloc asiatique, le Tiers-Monde, le recul de l'Occident...

Mais en elle-même, l'Europe unie n'est pas une panacée : «Pour réus-

sir, il lui faut prendre conscience du défi qui lui est jeté et avoir l'imagination et le courage chaque jour de le relever. L'Europe a une chance à saisir, et cette chance c'est l'Afrique. Si l'Eurafrrique ne se réalise pas, les deux partenaires peuvent nourrir d'immenses espoirs ; sinon ce sera la décadence» (5). L'Eurafrrique, ce serait la symbiose de deux continents, l'un apportant ses matières premières, l'autre ses capitaux, sa technologie... et sa domination. D'où une autosuffisance collective semblable à celle des USA ou de l'URSS.

Il s'agirait de faire de l'Afrique une arrière-cour de l'Europe, ce qu'est l'Amérique du Sud pour les USA. Les interventions françaises au Zaïre ou en Centrafrique nous donnent un avant-goût de ce que pourrait être cette «coopération». Mais ce projet ne tient pas compte de la résistance des pays africains, groupés dans l'OUA (les USA eux-mêmes connaissent des problèmes croissants avec l'Amérique du Sud, qui remet en cause son statut de dominé), et il ne tient pas compte des rivalités qui opposent les pays européens entre eux quant à leurs sphères d'influence. Dangereux et irréaliste : tel est ce projet.

En bref, la bourgeoisie voit l'avenir de la planète comme une alternative : d'un côté le déclin de l'Occident, la montée du Tiers-Monde, le bloc asiatique, les risques de finlandisation de l'Europe ; de l'autre la mondialisation, l'Eurafrrique, ... Mais le second terme de l'alternative apparaît comme difficile à réaliser, et la bourgeoisie est plutôt pessimiste. Ce n'est pas un hasard si des mots tels que «décadence», «mort» et autres reviennent si souvent dans sa littérature : car ce qui est certain, c'est que le monde calme que nous avons connu, avec le statu quo entre impérialismes, la domination sans grand problème de l'impérialisme sur le Tiers-Monde, ce monde-là est mort et enterré.

Et dans ce chaos futur, l'Europe et notamment la France risquent de perdre la place dominatrice qu'elles ont eue par le passé : à cause du Tiers-Monde, qui secoue son joug, à cause de l'URSS, superpuissance la plus menaçante, à cause du Japon, impérialisme d'une force économique croissante.

## LA «SOCIÉTÉ SCIENTIFIQUE» : TELEMATIQUE ET CROISSANCE DOUCE

Quand elle s'interroge sur l'avenir, la bourgeoisie met en avant le rôle fondamental de la télématique. C'est ce qui a motivé le rapport officiel Nora/Minc sur *L'informatisation de la société* ; c'est aussi ce qu'on retrouve dans toute la littérature sur la question. Cette nouvelle technologie va faire passer nos sociétés à un stade nouveau de leur développement : «L'instrument de cette transformation (le passage à la société scientifique), ce qui en crée le mouvement, c'est la télématique» (5). Ce serait, selon Poniatowsky, la quatrième révolution dans l'histoire de l'humanité : après la naissance de l'Homo sapiens, la révolution agricole du néolithique et la révolution industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Qu'est-ce que la télématique ? C'est la combinaison de l'ordinateur, des télécommunications et de la télévision. Par son développement, elle va offrir des possibilités technologiques énormes. D'abord au plan du traitement de l'information : par les progrès des ordinateurs eux-mêmes, dont la puissance s'accroît très rapidement, capables de traiter plus d'information avec une plus grande efficacité et pour un prix largement décroissant. Au plan de la diffusion de l'information aussi : les réseaux de demain, notamment grâce aux satellites, permettront l'interconnexion, d'un bout à l'autre du monde, de gros ordinateurs, de banques de données, de terminaux, etc. Bientôt seront fabriqués de petits ordinateurs à un prix si bas (relativement) qu'ils pourront être possédés par de nombreux ménages, jusqu'aux couches moyennes, afin par exemple de gérer leur budget. La télématique, c'est aussi l'assistance à la création (notamment pour les ingénieurs), la monnaie électronique, le diagnostic médical par ordinateur, ... Tandis que la société industrielle démultiplie l'énergie musculaire de l'homme, «la société scientifique dispose de moyens démultipliant la mémoire et l'intelligence humaine», d'où «une meilleure mise en œuvre qualitative

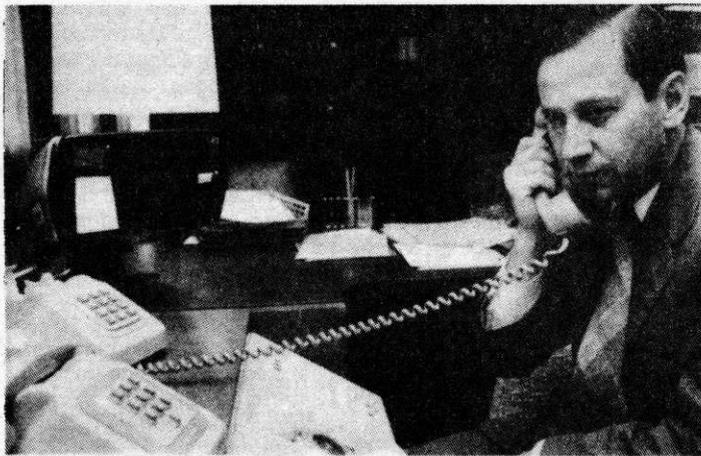
de la production, de la consommation et des conditions de vie» (5).

La première conséquence de cette révolution technologique sera d'accroître énormément la productivité du travail, grâce à la robotique, «qui a trait à la programmation sur ordinateur des robots industriels, aussi bien pour les travaux élémentaires et pénibles que pour les travaux complexes et techniquement raffinés. Dans beaucoup de secteurs, l'ordinateur annonce la disparition d'une main-d'œuvre même qualifiée» (5). Donc, chômage en perspective dans l'industrie. Dans les services, par exemple les banques, cela risque d'être encore pire, nombre d'emplois de bureau pouvant être remplacés par l'ordinateur.

Tout ce chômage, elle nous affirme ne pouvoir l'éviter : car l'impératif extérieur force la France à rester concurrentielle, à ne reculer devant aucune possibilité d'améliorer la productivité du travail. Pour effacer cette masse de travailleurs en surplus, deux solutions complémentaires sont avancées. D'abord l'aménagement du temps de travail : réduction de la durée globale du travail par le développement du travail à temps partiel par exemple, et aussi du travail par intermittence (intérim, contrats courts). La seconde possibilité réside dans le développement d'un nouveau secteur économique, axé sur les loisirs, les besoins collectifs, la télématique, l'enseignement, l'information. Ce secteur devrait employer en l'an 2 000, selon le gouvernement, 70 % des travailleurs européens.

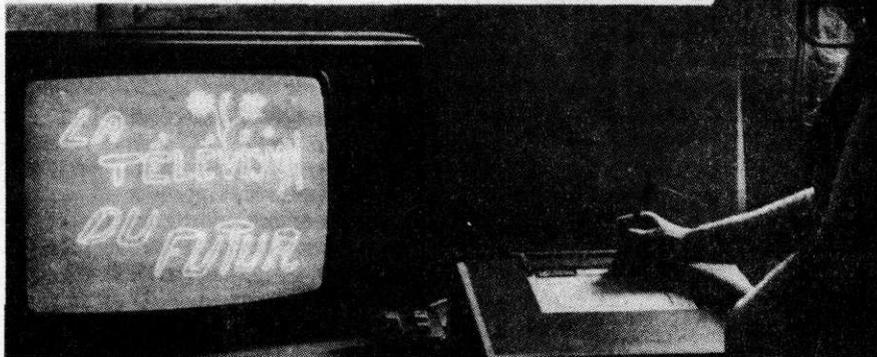
Le développement de ce secteur fourre-tout censé satisfaire surtout les besoins non matériels de l'homme (culture, ...) est le fondement de ce que Giscard appelle la «Nouvelle croissance» ou «Croissance sobre». Le trait central de cette croissance sera la fin de l'abondance matérielle. Voyant son système incapable d'assurer une croissance durable, la bourgeoisie veut faire passer son impuissance pour un choix conscient : «La croissance sobre n'est pas la crise» (1).

Dans ce cadre, l'économie serait divisée en deux secteurs : le premier, constitué par la culture, la santé, l'animation des collectivités locales, ... serait protégé de la concurrence étrangère. Le second, comprenant tout le reste des activi-



«L'ordinateur annonce la disparition d'une main-d'œuvre qualifiée»

(Poniatowsky)



tés (ce qui fait beaucoup) serait directement exposé au marché mondial, et donc modelé par lui. Dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail (cf. ci-dessus), la bourgeoisie française espère bien que ce secteur sera constitué avant tout de productions de haut de gamme, sources de profits plus abondants. Ce secteur exposé sera le théâtre de restructurations et réadaptations incessantes, nécessitant une grande mobilité de la main-d'œuvre : d'où le développement de l'intérim et des contrats.

Ce qui caractérise la croissance douce, c'est la qualité, par opposition à la quantité qui caractérisait la société de consommation : «La satisfaction quantitative du «plus» dans tous les domaines doit être remplacée par une situation de choix, de qualité. C'est le passage historique, d'ailleurs normal, de la quantité vers la qualité» (1). La qualité telle qu'ils nous la montrent, ce sera l'augmentation de l'espérance de vie (85-95 ans, selon Poniatowsky (5)), du niveau général d'éducation de la population, de l'ampleur et du niveau de la recherche, du temps consacré à la formation et

au recyclage pour les adultes ; amélioration du cadre de vie, et notamment lutte contre la pollution qui risque d'atteindre un degré dangereux pour l'espèce elle-même ; organisation plus scientifique de la production, permettant de grandes économies de matières premières ; la qualité, ce sera cela et aussi beaucoup d'autres choses (notamment la nouvelle démocratie. cf. infra), mais, précise bien Giscard, obtenues en abandonnant la quantité, c'est-à-dire l'abondance matérielle.

Cette qualité qu'on nous promet, on peut en avoir un avant-goût par ce que vivent aujourd'hui les travailleurs. On nous parle d'une durée de vie de 95 ans alors que la politique du gouvernement en matière de santé consiste à étrangler la Sécurité sociale, alors que les hopitaux se délabrent faute de crédits, alors que les conditions de travail empirent. On nous parle d'éducation généralisée alors que tant d'écoles tombent quasiment en ruine, alors que le coût de l'éducation des enfants croît pour les familles populaires, alors que la sélection s'intensifie, alors que Saunier-Séité veut instaurer des universités d'élite. Ces sta-

des et ces piscines qu'on ne construit pas, ces cinémas qui désertent les quartiers populaires pour le centre, des villes, ces MJC qui manquent de crédits... C'est cela, la politique de loisirs pour l'an 2 000 ? Quant à la «culture de masse» de demain, entre Guy Lux et Pierre Bellemare, nul doute qu'elle sera bien encadrée... Giscard ne se trompe sûrement pas, quand il annonce pour demain une baisse du quantitatif. Mais la qualité de vie n'en sera pas pour autant réhaussée pour le plus grand nombre.

Ce discours dénote donc un réel pessimisme de la bourgeoisie qui ne voit pas, même à un horizon lointain, la possibilité que la machine économique redémarre comme avant la crise. C'est aussi ce pessimisme qu'on retrouve dans un rapport récent de l'OCDE, qui estime que le scénario le plus probable au niveau mondial d'ici l'an 2 000 est celui d'une croissance très nettement ralentie (8). Ce pessimisme, la bourgeoisie le cache derrière des étiquettes orgueilleuses : il s'agit de «*naturaliser*» la crise, sachant qu'elle va durer encore des décennies, que la société de consommation est bien finie. C'est encore sous le signe de l'austérité que la bourgeoisie voit l'an 2 000. Même si le redéploiement actuel est victorieusement opéré en France, on n'en restera pas moins dans une situation de stagnation économique, de déstabilisation/restructuration permanente. Et si ce redéploiement est mal opéré... C'est la décadence qui nous guette : «*La France, premier pays du Tiers Monde*» prévoit dans ce cas Stoffaës (4).

## LE SYSTEME POLITIQUE ET LES CONFLITS DANS LA «SOCIÉTÉ SCIENTIFIQUE»

Demain autant qu'aujourd'hui la stabilité politique et sociale aura une importance primordiale pour la bourgeoisie. Mais cette stabilité ne pourra fonctionner que sur des bases différentes d'aujourd'hui, car le cadre social et idéologique sera lui-même différent. Partant de cela, la bourgeoisie produit un ensemble d'images où s'entremêlent rêves, projets et inquiétudes, où les my-

thes les plus anciens cotoient le dernier cri télématique.

La disparition des classes sociales : ce vieux cheval de bataille de la bourgeoisie est remis au goût du jour. Déjà à l'époque de de Gaulle (et même avant...) certains prévoient que l'augmentation de la productivité du travail industriel amènerait la classe ouvrière à décroître numériquement. La «*société post-industrielle*», comme son nom l'indique, serait une société où l'industrie aurait une place contingente, occupant très peu de gens (3). Et au sein même de la classe ouvrière, les travaux qualifiés auraient pris définitivement le pas sur les travaux d'OS.

Qu'en est-il de la qualification des travailleurs depuis que le capitalisme a assis sa domination ? Avant, dans l'artisanat, l'ouvrier effectuait un travail complexe, nécessitant une longue formation, une réflexion et une habileté importante. En mettant la main sur les ateliers, le capital y a instauré une division manufacturière du travail : par exemple l'ouvrier horloger, au lieu de fabriquer tous les rouages constitutifs de l'«ébauche» de la montre puis de les assembler, n'en fabriquait plus qu'un seul, l'assemblage lui-même se faisant en plusieurs étapes. Puis la machine a supplanté l'outil, ôtant à l'ouvrier l'habileté parcellaire dont il avait encore besoin. Le taylorisme (du nom de Taylor, ingénieur américain du début du XX<sup>e</sup>) a encore «rationalisé» le travail sur machine en instituant les chaînes de montage notamment.

L'histoire de l'organisation du travail industriel, c'est l'histoire de la dépossession du savoir ouvrier au profit du capitaliste, par l'intermédiaire des ingénieurs et des machines. Par là, le capitalisme baisse la valeur de la force de travail, c'est-à-dire le salaire, et accroît ses moyens de pression sur l'ouvrier : car si remplacer le travailleur très qualifié est difficile, par contre remplacer un OS est très aisé, donc le licenciement est lui aussi plus aisé.

L'automatisation reverse-t-elle cette évolution ? C'est ce que dit la bourgeoisie au pouvoir, présentant le travailleur de l'an 2 000 comme un technicien occupé à surveiller la production, à contrôler et réparer les machines défectueuses. C'est ce que dit le PCF, en avançant la thèse

de la «*Révolution scientifique et technique*» : le travail d'OS sera demain effectué par des machines automatiques, seules les tâches «nobles» resteront aux hommes. La réalité est toute autre : l'automatisation est déjà installée dans certaines entreprises et nous donne une image du travail de demain. Ainsi ces conducteurs de métro dont le seul rôle est maintenant de surveiller la bonne marche des automatismes, au lieu de piloter les rames. Ces sidérurgistes qui voient diminuer le nombre d'opérations différentes qu'ils effectuent, pendant que les cadences croissent.

Le travail de la majorité se réduit à une surveillance purement réflexive des machines, comme en témoigne cet ouvrier (cité par M. Freyssenet-La division capitaliste du travail - Savelli 1977) : «*Comme tout travail de surveillance, c'est pénible car il n'y a que peu à faire ; il faut attendre et surveiller et en cas de défaut ou de panne il faut travailler vite, et les responsabilités sont grandes, notamment avec ces machines qui se dérèglent facilement*». En système capitaliste, l'automatisation réduit l'intérêt du travail, renforce les cadences, accroît l'épuisement nerveux du travailleur. On est loin de l'image que nous en donne la bourgeoisie.

Quant à la baisse numérique de la classe ouvrière, regardons les statistiques officielles (avec ce qu'elles ont de restrictif quant à la définition de cette classe) :

	nombre d'ouvriers	% de la population active totale
1954	6 489 871	33,8 %
1975	8 207 165	37,7 %

(Source : recensements-INSEE)

Quant aux OS et aux manœuvres, ils passent dans cette période, de 15,4 % à 21 % de la population active totale. Sans doute faut-il rapporter ces chiffres au boom industriel qui a marqué la France dans cette période, mais ils n'en démentent pas moins les allégations de la bourgeoisie.

Giscard reprend cela à son compte, y introduisant en plus une dose de robotique : «*L'effacement progressif des classes sociales est un des résultats fondamentaux des sociétés de type occidental*» (2) ou encore : «*L'évolution en cours, loin*

de conduire au face à face de deux classes, bourgeoise et prolétaire, fortement contrastées et antagoniques, se traduit par l'expansion d'un immense groupe central aux contours peu tranchés et qui a vocation, par sa croissance numérique exceptionnellement rapide, par ses liens de parenté avec chacune des deux autres catégories de la société, par son caractère ouvert qui en assure largement l'accès, par les valeurs modernes dont il est porteur, d'intégrer lui-même progressivement et pacifiquement la société française toute entière»(id.).

Mettons cette idée d'un «groupe central» croissant en parallèle avec l'idée de la marginalisation d'une partie de la classe ouvrière, par l'intérim,... (cf. supra). Il en ressort, pour l'an 2 000, une certaine vision des classes sociales : avec d'une part les «stables», travailleurs favorisés, couches intermédiaires et petite bourgeoisie, d'autre part, les instables : intérimaires, travailleurs sous contrat, ... Ceux-ci seraient les principaux producteurs de plus-value : étant les plus mal payés, ayant les pires conditions de travail, ... C'est ce projet qu'on peut déjà entrevoir à travers la politique actuelle de la bourgeoisie en France (par exemple Peugeot), ou mieux en Italie (sur tout cela, cf. FR N°5). Plaçons-nous dans le cadre d'une France-impérialisme fort, bien placée dans la division internationale du travail, c'est-à-dire exportatrice de travail très qualifié. Le travail non-qualifié (donc mal rémunéré) serait alors le fait de ces instables et des travailleurs du Tiers Monde, et le travail qualifié réservé à la couche favorisée des pays impérialistes. C'est d'une recomposition du prolétariat à l'échelle mondiale que rêve la bourgeoisie, tentant de dépasser au plan économique trois des quatre contradictions fondamentales de l'époque actuelle à son profit (contradiction prolétariat / bourgeoisie, inter-impérialistes et peuples et nations opprimés / impérialisme. Avancer cela comme une «tendance naturelle», c'est sous estimer la résistance que la bourgeoisie va rencontrer, de la part de ceux qui doivent la subir : travailleurs des pays impérialistes et pays du Tiers Monde.

Cette quasi-disparition de la classe ouvrière actuelle ne signifie pas, aux yeux de la bourgeoisie, qu'il

s'établira sans obstacle un consensus social. Car de nouveaux problèmes vont apparaître.

D'abord, avec l'évolution de la société, la base du syndicalisme va changer : émergence du «tertiaire» (ITC notamment) et égalité (prévue) hommes/femmes, voilà des facteurs dont devront tenir compte les syndicats dans l'élaboration de leurs revendications et de leurs modes d'action. «Le risque est de voir le mouvement syndical en rester à ses idées, à son vocabulaire, à ses modes d'actions du XIX<sup>e</sup> siècle (la grève notamment - NDLR) et de ne pas comprendre ou prendre à temps la mesure du monde nouveau devant lequel il se trouve et de la mutation qu'il doit avoir le courage et la lucidité de réaliser» (5). Donc, tout en ayant perdu toute base objective, la lutte des classes risque de perdurer... Et ceci d'autant plus que la contrainte extérieure sera demain plus pressante encore qu'aujourd'hui (cf. supra). «Comment s'établira le dosage subtil, au sein d'une société conviviale sans contrainte d'équilibre extérieur, entre deux mondes aussi étrangers l'un à l'autre mais indispensables l'un à l'autre que celui du nucléaire et d'Illich ?» (6). Ainsi la bourgeoisie se demande comment le tissu social absorbera les sacrifices nécessaires à la compétitivité et se trouve là aussi sans réponse.

Autre problème, le «terrorisme». Ce terme désigne aussi bien les actions isolées de la «Bande à Baader» ou des Brigades Rouges que les actions efficaces de la classe ouvrière. C'est, dit Poniatowsky, l'une des armes de la subversion qui vise à détruire l'Etat et à prendre le pouvoir par la violence, pour instaurer un régime totalitaire. La subversion fait donc le nid de la révolution. Elle utilise, en plus du terrorisme dans sa définition extensive, le dénigrement et les campagnes de presse outrancières (5). Et notre société future, où l'information sera très développée, sera encore plus vulnérable à ce genre de menées. La société scientifique devra donc se faire — aussi — policière...

Mis à part ces conflits déjà existants, de nouveaux conflits vont se développer jusqu'à supplanter l'antique lutte des classes. L'informatique et l'automation «réduisent la participation humaine (à la produc-

tion). Le grand problème sera l'usage du temps et sa qualité : travail, repos, sport, culture, logement, loisir, etc et la répartition de l'emploi. Les conflits sociaux de la société scientifique seront là» (5). La production, base de l'existence des classes et de leur lutte, ayant perdu sa place fondamentale, les conflits de la société se déplaceront : ils seront plus «qualitatifs» que «quantitatifs», comme dit Giscard. On ne luttera plus pour les salaires, mais pour la «qualité de la vie».

Une idée proche était déjà avancée en 1969 par A. Touraine, sociologue de gauche (9). Pour lui, la classe ouvrière serait intégrée au système, ses revendications restant dans le cadre fixé par celui-ci «Nous sortons d'une société d'exploitation pour entrer dans une société d'aliénation», celle-ci étant définie par «l'absence d'information, donc de participation aux systèmes de décision et d'organisation». Le conflit fondamental se placerait alors entre les décideurs et les aliénés : consommateurs intellectuels, ... qui exigent une participation au pouvoir.

Pour en revenir à ce que dit la bourgeoisie aujourd'hui, il n'y aura donc plus deux camps bien tranchés, bourgeoisie et prolétariat, mais une infinité de groupes opposés en fonction du conflit dont ils participent, conflits extrêmement divers et mouvants. «Les rivalités n'opposeront plus deux classes structurées par leur insertion dans les processus industriels, mais des groupes mobiles et innombrables, conditionnés par la diversité de leur appartenance et leurs projets» (6). Loin d'être un gage de stabilité pour la société, la disparition prévue des classes ne rendra cette société que plus «conflictuelle», «aléatoire» (6), son avenir dépendant du rapport de forces existant à chaque instant entre ces groupes.

Ces conflits nouveaux touchent aux valeurs fondamentales de nos sociétés, entraînant un développement de la contestation. Il s'agit d'une remise en cause de l'obéissance, de la hiérarchie, du pouvoir de l'Etat, etc. «Le bouleversement apporté aux valeurs, aux éthiques, aux conceptions avec lesquelles nous avons l'habitude de vivre peut déchirer irréparablement le tissu social et moral qui nous environne

(...) *Le paradis perdu de l'harmonie de l'homme avec sa vision du monde et avec ses aspirations a cédé la place au piétinement sourd de ceux qui tatonnent et qui cherchent dans le noir*» (5). Cette contestation, ce refus des anciennes valeurs imposera au gouvernement de la société scientifique des réponses appropriées.

Ces réponses devront être d'autant plus sérieuses que les citoyens seront de mieux en mieux informés, pouvant mettre tout gouvernement démocratique devant ses responsabilités. Deux maîtres-mots à ce système politique : décentralisation et participation. Car son fondement sera l'intégration au pouvoir de tous ces groupes de pression qui vont s'organiser, chacun autour de quelques revendications dans un domaine particulier, intégration des collectivités locales, intégration des groupes sociaux (par les syndicats notamment), etc. C'est ce que Giscard appelle la «*société de responsabilité*». Tous ces groupes recevront de la part du pouvoir central une information régulière sur l'état d'avancement de leurs revendications, replacé dans le cadre des contraintes générales de l'Etat, de façon à ce que ces groupes eux-mêmes se montrent responsables : bien sûr ils devront aiguillonner l'Etat, ce sera là leur rôle et leur raison d'être, mais dans des limites réalistes, en tenant compte des possibilités objectives. De cette façon, l'Etat pourra être en prise avec les aspirations des citoyens, il pourra en exhausser une partie, tout en étant facteur d'équilibre entre les groupes, équilibre indispensable à la survie de nos sociétés.

Ce que la bourgeoisie nous montre, c'est une société intégrée, consensuelle : là, aucune opposition réelle ne pourrait se faire entendre, seulement des oppositions de détail, «responsables», c'est-à-dire respectant toujours le cadre global de la

société. Et tout cela sur un fond d'informatique, de fichiers et d'automatique qui rappelle étrangement certains romans de science-fiction les plus noirs (1984 de Orwell).

Mais la bourgeoisie elle-même doute de la viabilité de ce projet : les groupes en présence seront tellement divers, opposés, que l'équilibre sera difficile à réaliser... Là encore, deux avenir possibles s'offrent à ses yeux : la société du désordre généralisé, du conflit permanent autour de tous les problèmes, ou la société de l'ordre, où les conflits seraient «*créateurs d'avenir*» (6). Et le second terme de l'alternative, reconnaît la bourgeoisie, n'est pas forcément le plus probable...



La bourgeoisie au pouvoir a un projet : cette société européenne assise sur l'Afrique, où les classes sociales et les conflits auraient disparu, où la qualité télématique aurait supplanté la quantité. Mais elle a aussi des craintes, qui s'articulent autour du bouleversement permanent que risque, selon elle, de connaître la future société : mutations économiques, car pour s'adapter à la concurrence mondiale il faudra sans cesse se lancer dans de nouveaux créneaux, en abandonner des anciens. Instabilité politique, par la lutte entre les groupes de pression sur tous les terrains, par les conflits sociaux issus des mutations économiques. Instabilité du monde, par l'ambition croissante de l'URSS, les exigences du Tiers Monde, le déclin de l'Occident...

Tirillée entre son projet et ses craintes, elles aboutit à une vision de l'avenir où invraisemblance et incohérence se retrouvent fréquemment, où la réalité est souvent oubliée. Tout cela parce qu'il y a un grand pas entre ce qu'elle voudrait faire et ce qu'elle voit comme réalisable effectivement.

Mais en tous cas, elle ne peut concevoir de monde sans elle, si ce n'est sous l'aspect de la décadence. Car la complexité des problèmes de l'avenir exigera au pouvoir, des hommes «*compétents et de sang-froid*», comme le soulignait Giscard dans la crise internationale créée par l'Afghanistan. Et ces hommes «*compétents et de sang-froid*», où les trouver sinon parmi ceux qui nous gouvernent aujourd'hui ou ces jeunes ambitieux de la même classe qui préparent la relève ?

Indépendamment de ce lointain avenir, la bourgeoisie est dès aujourd'hui inquiète sur le chemin qui y mène, les sacrifices que cela demande et va demander encore longtemps : c'est-à-dire la crise. «*Je comparerai ce moment au passage d'un détroit : si on s'affole, on n'ose plus avancer et on revient en arrière. Si, au contraire, on continue à avancer, tout à coup on découvre autre chose : un nouvel état du monde*» (1). Ou encore : «*D'immenses mutations sont à accomplir entre la période de l'après-guerre, qui s'est achevée en 1973, et l'an 2 000. Or il n'y a pas de moments plus dangereux pour une société que ceux où elle doit modifier radicalement son mode de développement, surtout quand le rythme de la croissance se ralentit ; suivant les cas elle se désagrège et glisse vers le déclin ou, au contraire, accomplit sa mue et repart dans la voie du progrès*» (4). Voilà clairement posée l'alternative que propose la bourgeoisie : ou bien la classe ouvrière et les autres couches du peuple acceptent les sacrifices et alors le monde nouveau verra la France en position correcte, ou bien ce qu'elle ose appeler «*les tentations du court terme*», c'est-à-dire la lutte contre le chômage et pour le pouvoir d'achat, s'intensifient, conduisant alors la France dans la voie de la «*régression*». Mais l'issue de cette alternative est encore loin d'être claire aujourd'hui pour la bourgeoisie. ■

(1) Giscard : Interview à *Paris Match* - 14 septembre 1979

(2) Giscard : *Démocratie française* - Fayard 1976

(3) Kahn & Wiener : *L'an 2 000* - Laffont 1968

(4) Stoffaës : *La grande menace industrielle* - Livre de poche 1979

(5) Poniatowsky : *L'avenir n'est écrit nulle part* - Albin Michel 1979

(6) Nora/Minc : *L'informatisation de la société* - Le Seuil 1978

(7) Poniatowsky : *Conduire le changement* - Fayard 1975

(8) Interfuturs (groupe constitué par l'OCDE) : *Face aux chocs du futur* (1979)

(9) A. Touraine : *La société post-industrielle* - Denoël 1969